Jeudi 18 octobre 1979 – No 1 149

BP 201 75926 Paris Cédex 19. CCP 30 226 72 D La Source. 2 F

l'humanité rouge

Organe central du Parti communiste marxiste-léniniste

SURETE DE L'ETAT

Soutien aux militants bretons

VINGT-QUATRE militants bretons devant la Cour de sûreté de l'État, vingt-quatre de plus. Depuis 1972, cette juridiction d'exception a pris l'habitude de ce genre de procès contre le Front de libération de la Bretagne (FLB), au rythme d'un procès par an.

Cette habitude s'accompagne de conditions de jugement non moins fâcheuses. Cela fait des mois (quinze mois pour la plupart) que sont détenus ces militants, victimes d'une rafle policière. Enfermés dans quatre prisons différentes (à la Courtille, à la Santé, à Fleury-Mérogis et à Fresnes), on ne leur a pas permis de se concerter pour une défense collective. Pour eux, pas de statut de détenu politique. Les ayant inculpés pour la plupart *« d'associations de malfaiteurs »*, la Cour de sûreté de l'État s'est employée en outre à les présenter comme des « nazis » tirant prétexte du fait que deux inculpés en fuite, et eux seuls, ont participé à la collaboration durant la dernière guerre. Pour eux, pas d'interrogatoires ordinaires. Plusieurs ont été l'objet de sévices et de tortures dénoncés par l'Association des familles des détenus.

Le Collectif pour la défense des libertés, composé de nombreuses organisations et associations (CFDT, Paysans-Travailleurs, Confédération syndicale du cadre de vie, PSU, PCML, LCR, Objecteurs, JOC, JOCF, MRJC, SKOL, AN EMS AV, Vie Nouvelle, CRIN) a qualifié ces violences fort justement d'atteintes aux « plus élémentaires droits de l'homme » et demandé que soient poursuivis leurs auteurs et ceux qui les couvrent.

Après un mois de ce type d'instruction bien particulière, l'avocat général, Jacques Collette, a exigé, dans un violent réquisitoire, de trois à vingt ans de prison, deux cents années de prison en tout pour les 24 inculpés. Il a maintes fois souligné le *« crédit total »* qu'il accordait à l'enquête policière affirmant à propos des violences subies *« qu'il n'y avait rien dans le dossier »*. Que les inculpés aient reconnu avoir commis des attentats, des plastiquages ou qu'ils l'aient nié M. Colette n'entre pas dans ces considérations et réclame de lourdes peines pour tous.

Lors d'un précédent procès, il avait déjà traité les militants du FLB d'*« imbéciles »* et de *« gamins attardés »*. Il insiste aujourd'hui lourdement sur *« le manque de poids »* qu'auraient leurs motivations. *« Vous êtes des archi-minoritaires*, déclare-t-il aussi. *Votre impact reste nul et l'explosif reste le seul moyen pour vous de vous faire entendre »*.

Il s'agit là de contre-vérités flagrantes. Quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur les attentats (pour notre part, notre Parti ne les a jamais approuvés en tant que méthode appliquée dans les conditions concrètes de la France d'aujourd'hui), tous les inculpés n'en ont pas commis. La plupart sont plutôt des gens de « gauche », employés, artisans, ouvriers, tel Bernard Le Fouef, militant CGT à Ericsson-Brest, insérés dans la vie politique et sociale bretonne.

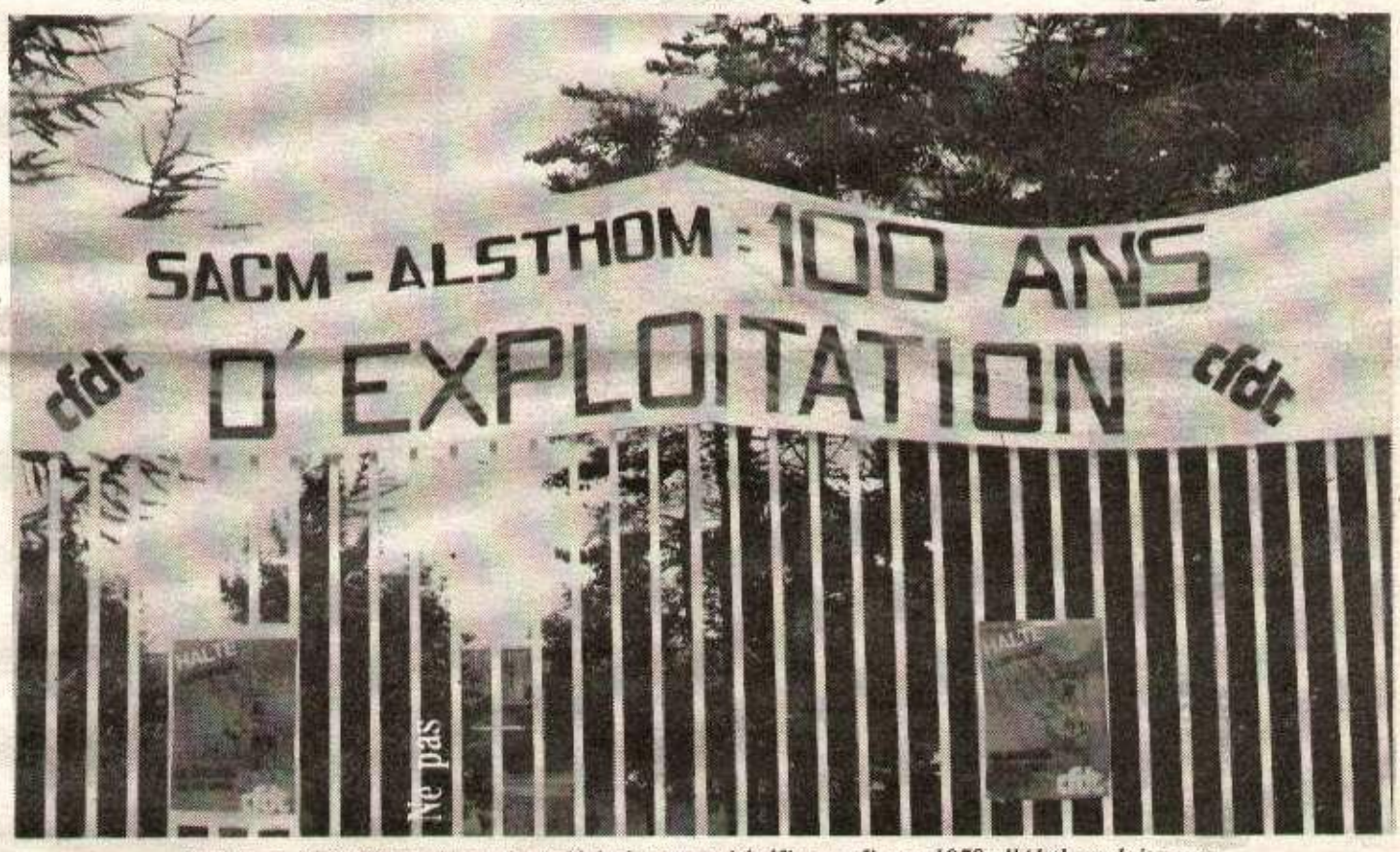
Jean QUERCY

(Suite page 5).

L'Alsthom doit payer

- **Occupation à l'Alsthom-Belfort (90)**
- **Occupation à l'Alsthom-CGE-Signaux-St-Ouen**
- **Grève à l'Alsthom-Alès(30)**
- **Grève à l'Alsthom-St-Florent(30)**
- **Grève à l'Alsthom- St-Nazaire(44)**
- **Grève à l'Alsthom-Marseille(13)**

Voir pages 4 et 5



7 milliards, 743 millions de centimes déclarés comme bénéfices au fisc en 1978 : l'Alsthom doit payer.

Contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru-Boulin

Manifestation à Paris
mercredi 17 octobre
à 17 h 30
de Barbès à République
A l'appel des syndicats
CGT, CFDT, FEN.
Notre Parti a appelé
ses militants
et tous les travailleurs
à y participer de façon
à en faire le meilleur
succès possible.

Meeting le 26 octobre
a 20 h à la Mutualité
organisé par
le Parti communiste
marxiste-léniniste
et
le Parti communiste
révolutionnaire
marxiste-léniniste

Barre-Bonnet-Stoléru : l'expulsion erigée en système. Ici, un travailleur de Garges mis à la porte du foyer Sonacotra

De l'ère Krouchtchev à l'après-Brejnev

14 octobre 1964 : Khrouchtchev, premier secréaitre du Parti soviétique depuis 1953, était démissioné, pour « raisons de santé ». 1979, quinze ans après : son successeur à la direction du parti, Léonide Brejnev, est malade, sa fin approche, et on prépare déjà l'après-Brejnev.

LA chute de Khrouchtchev en 1964 marquait à peu près la fin d'une longue période d'instabilité de la direction suprême. Depuis onze ans, les coups de force des uns contre les autres — et viceversa — s'étaient succédés et avaient abouti à un renforcement du pouvoir personnel de M. « K », qui en avait profité pour lancer des réformes tous azimuts.

Sa chute, et la nomination de Brejnev à sa place, a été le résultat de la conjonction d'oppositions multiples, principalement des cadres des appareils du parti et de l'Etat.

Par opposition à l'ère de Khrouchtchev, les quinze ans de l'ère Brejnev ont été marqués par un certain *immobilisme* sur le plan intérieur : stabilité relative de la direction, absence de réformes en profondeur, pas de prise en main de la crise structurelle du régime soviétique. Aucun problème n'a été résolu — et surtout pas celui qui avait contribué à la chute de Khrouchtchev : l'agriculture, et, par voie de conséquence, l'approvionnement du peuple.

RÉPRESSION ET HÉGÉMONISME

Au contraire, de nouveaux problèmes ont surgi. En particulier, l'URSS a vu se développer une opposition ouverte qui s'est renforcée au rythme de la répression qui la frappait : depuis le procès de Siniasvsky et Daniel en 1965 — le premier procès politique public depuis la mort de Staline jusqu'à maintenant, la répression s'est développée sans jamais étouffer toute voix dissidente.

Sur le plan international, l'URSS de Brejnev s'est lancée dans une politique agressive tous azimuts pour maintenir et étendre sa zone d'influence et disputer l'hégémonie mondiale aux USA. Rappelons-en quelques jalons : 1968, la Tchécoslovaquie ; 1977, le Zaïre ; 1979, l'Asie du Sud-Est... Mais, par voie de conséquence, l'opposition à l'hégémonisme soviétique s'est accrue. Si, en 1965, beaucoup croyaient encore aux bonnes intentions de l'URSS, aujourd'hui, cela a changé !

QUEL SUCCESSEUR ?

En bref, ce n'est pas un bilan tout rose que Brejnev va laisser à ses successeurs. Et la succession elle-même risque de ne pas être facile, tellement Brejnev a concentré le pouvoir entre ses mains : président du Soviet suprême et secrétaire général du Parti. Qui le remplacera ?

Sera-ce un homme de sa tendance au sein de la direction, comme Tchernenko, qui a connu une ascension rapide cette année, ou Romanov, le chef du parti à Léningrad ? Ou sera-ce un représentant d'une fraction plus dure, comme Andropov, le président du KGB ?

Les dés ne sont certainement pas encore jetés.

Jean SCHUBERT

34e anniversaire de la fondation du Parti du Travail de Corée

Un combat permanent pour l'indépendance et le socialisme

Le 10 octobre de cette année a marqué le 34e anniversaire de la fondation du Parti du Travail de Corée par Kim Il Sung. Selon les dirigeants coréens, le Parti du Travail, trouve ses origines révolutionnaires dans la lutte menée depuis plus d'un demi-siècle, en Corée. A ce sujet, Kim Il Sung, a souligné : *«En ce qui concerne le développement, en toute indépendance, de la lutte révolutionnaire de notre peuple sous le véritable étendard marxiste-léniniste, le point de départ en a été constitué par la fondation en 1926 de l'Union pour abattre l'impérialisme. La mise sur pied de cette union, première organisation révolutionnaire communiste authentique dans notre pays, a constitué une proclamation historique, annonçant le nouveau départ de notre révolution».* C'est sur la base de l'expérience de cette union qu'a pu être menée à bien, dès le début des années 30, la lutte armée de libération contre l'impérialisme japonais, lutte indépendante, adaptée aux conditions concrètes de la société coréenne, coloniale et semi-féodale et qui a abouti à la victoire de la libération.

APRES LA LIBERATION

C'est au lendemain de la Libération, que fut proclamée le 10 octobre 1945 la création du Parti communiste de Corée du Nord, quelques temps plus tard devait être créé le Parti du Travail par la fusion du Parti communiste et du Parti Néo-Démocratique. C'est sous la direction du Parti du Travail qu'ont été menées à bien, après la libération, dans la moitié nord du pays, les tâches de la révolution démocratique anti-impérialiste et anti-féodale, par exemple la réforme agraire ou la liquidation des survivances coloniales de l'impérialisme japonais, pour s'engager ensuite dans l'édification socialiste. C'est également sous la direction du Parti du Travail de Corée que le peuple coréen, mobilisé a repoussé l'agression de l'impérialisme américain et préservé la souveraineté de la jeune République populaire instaurée dans la partie nord.

Depuis cette période, le Parti du Travail a impulsé l'industrialisation de la Corée, développé l'agriculture sur la base des coopératives, permettant ainsi au pays d'acquérir une solide base économique socialiste. Le Parti du Travail, a développé l'édification de la Corée selon une ligne de conduite indépendante, permettant à ce pays d'occuper une place importante au sein du mouvement du Tiers-Monde.

FACE AUX DEUX SUPERPUISSANCES

En ce moment, soulignant les commentaires publiés à l'occasion du 34e anniversaire de sa fondation, le Parti du Travail, lutte activement *«pour la victoire complète du socialisme et la réunification indépendante et pacifique de la Corée».* Le Parti du Travail, indique-t-on, fait *«tout son possible pour réunifier la Corée par la voie pacifique et pour assurer la paix et la sécurité du monde, du moment que la tension s'aggrave de jour en jour, à cause de la politique d'agression et d'ingérence des impérialistes américains».*

Confrontés à la perpétuation de l'occupation de la moitié sud du pays, par l'impérialisme américain qu'ils combattent fermement, le Parti du Travail et la République populaire démocratique de Corée, en prenant en compte l'évolution de la situation internationale au cours des dernières années, ont adopté une ferme position contre les entreprises agressives de l'URSS et de ses alliés, tel que le Vietnam. Cette condamnation coréenne du «dominationnisme grand et petit», s'est encore traduite dernièrement, au sommet des non-alignés à La Havane, par l'opposition aux manœuvres castristes pour diviser le mouvement. *«Le Parti du Travail,* souligne un document qui vient d'être publié à l'occasion du 34e anniversaire, *fait tous ses efforts pour défendre le mouvement des non-alignés contre l'attaque de l'impérialisme et de tout autre dominationnisme et pour le faire gagner en ampleur et en force».*

Ainsi, le Parti du Travail de Corée, sous la direction du Président Kim Il Sung, en conduisant la RPDC, sur la voie de l'édification socialiste à l'intérieur, et en s'opposant courageusement au plan international, aux entreprises impérialistes, et particulièrement des deux superpuissances apporte une contribution importante à la révolution mondiale.

QdP - HR
JP G

Ça bouge dans les colonies françaises

Grève générale à la Réunion

Paul Dijoud, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, visite les Antilles. En Guadeloupe, la situation est semblable en de nombreux points à celle de la Martinique : celle d'une colonie (voir notre édition précédente). Dans l'enseignement par exemple, il y a le même problème d'«acculturation». Ainsi, à Pointe à Pitre, un recteur inaugurant une école a invoqué le cyclone «David» pour expliquer qu'il n'y ait que 17 classes pour 1000 élèves ! La colonisation française développe l'émigration et le chômage massif des Guadeloupéens. Le ministère ne trouve rien de mieux que d'embaucher dans l'enseignement du personnel métropolitain en nombre croissant au détriment de la population autochtone, ce qui suscite en plus des conflits raciaux. N'est-ce pas aux Antillais eux-mêmes d'enseigner à leurs compatriotes ?

En Guadeloupe comme à la Martinique

OPERATION « île morte » à la Réunion : de lundi 15 octobre à vendredi 19 octobre, l'ensemble de l'île est en grève. Lundi, l'Education nationale, les PTT, les douanes, la presse étaient en grève. Mardi, c'était au tour des différents services administratifs ; mercredi, la grève se prolongera aux secteurs de la santé et de l'équipement, de l'aviation civile... La semaine d'action débouchera vendredi 19 octobre sur une journée de grève générale du secteur public et du secteur privé. Ce sera l'opération *« île morte »*, accompagnée de rassemblements et de manifestations, notamment à St-Denis de la Réunion.

Cette semaine de grève est appelée par les organisations syndicales de la Réunion : elle a pour but de protester contre la politique colonialiste de chômage et de misère à la Réunion, organisée et planifiée par l'impérialisme français : petits planteurs ruinés, ouvriers au chômage, mal payés, pas d'indemnisation chômage pour les chômeurs réunionnais, et atteintes au pouvoir d'achat des fonctionnaires...

L'HUMANITÉ ROUGE — Jeudi 18 octobre 1979

• Cisjordanie : les maires protestent contre les nouvelles implantations de colonies

Cédant facilement aux pressions militaires de l'organisation religieuse d'extrême-droite, le «Bloc de la Foi», les dirigeants sionistes ont décidé dimanche d'autoriser l'extension de 6 colonies de peuplement en Cisjordanie, soit 500 hectares de terres supplémentaires. Mais les extrémistes religieux du «Bloc de la Foi» ne s'estiment pas pour autant satisfaits, ont établi 40 implantations sauvages dans la nuit du dimanche à lundi, l'armée sioniste ne s'opposant que d'une manière symbolique à leur action. Le maire de Behtleem a dénoncé pour sa part ces nouvelles confiscations de terres arabes en les qualifiant ainsi : *«un clou de plus dans le cercueil de la paix».*

o Turquie : Echec et démission du gouvernement Ecevit

Les élections de dimanche en Turquie avaient comme fonction le renouvellement d'un tiers du Sénat et des cinq sièges vacants à l'Assemblée Nationale. Les cinq sièges ont été gagné par le «Parti de la justice» de Suleyman Demirel, qui s'était allié avec l'extrême-droite pour prendre et garder le pouvoir de 1975 à 1977. Ce même parti s'est également adjugé 33 sièges sur 50, au Sénat. La droite musclée bénéficie maintenant d'une faible majorité au Parlement.

Le «Parti républicain du peuple» (social-démocrate) de Bulent Ecevit, premier ministre depuis janvier 1978, n'a obtenu que 13 sièges (il en perd onze). Il vient de donner la démission de son gouvernement. Celui-ci, n'ayant pas redressé le marasme économique, la droite a utilisé cet échec et l'extrême-droite fasciste (bien placée dans l'armée et l'administration notamment) pour développer le terrorisme : plus de deux milles assassinats politiques en deux ans.

Se sentant le vent en poupe le parti de Demirel veut organiser des élections générales avant la date prévue de 1981, sans doute au printemps prochain.

La chute d'Ecevit est également à replacer dans la situation de la Turquie, au cœur d'une région stratégique et agitée par la rivalité des superpuissances.

Hommage rendu à l'occasion de la visite de Hua Guofeng

Inauguration d'une plaque à la mémoire de Zhou Enlai

L'événement marquant de cette deuxième journée de la visite en France du premier ministre chinois, est sans nul doute l'inauguration d'une plaque à la mémoire de Zhou Enlai, au 19 de la rue Godefroy, dans le 13e arrondissement. Comme nous le rappelions dans notre édition d'hier, c'est là qu'il vécut au début des années vingt, lors de son séjour dans notre pays.

A la différence des deux cérémonies du matin à l'Arc de Triomphe et à l'Hôtel de Ville, cette inauguration offre un caractère de simplicité qui lui donne un peu une allure de fête populaire. Une heure avant la cérémonie, une foule de gens du quartier se presse déjà derrière les barrières : ouvriers, employés, travailleurs immigrés. Toute la rue est aux fenêtres.

Dans la cohorte des officiels qui attendent : Chirac bien sûr, avec de nombreux conseillers municipaux de Paris, mais aussi le ministre des Affaires étrangères Jean François-Poncet, celui de l'Intérieur Bonnet, ainsi que M. Claude Chayet, qui vient d'être nommé ambassadeur de France à Pékin.

A 16 heures, le Premier ministre Hua Guofeng, arrive accompagné du président Giscard d'Estaing. Spontanément la foule applaudit, au moment où ils descendent de voiture. Hua Guofeng souriant salue longuement la foule avant de gagner la tribune officielle. Après les allocutions du président Giscard d'Estaing, et du Premier ministre Hua Guofeng (voir extraits en encadré), celui-ci dévoile la plaque commémorative sous les applaudissements du public. Avant de repartir, ils font une brève visite à l'intérieur de la maison, qui abrita jadis Zhou Enlai.

HR - QdP
C. MASSON
H. BERTHAULT

Le président Hua Guofeng vient de faire son intervention en hommage à Zhou Enlai.

Le président Hua Guofeng a tenu à souligner quant à lui :

(...) Au début des années vingt, le camarade Zhou Enlai vient en France à la recherche de la vérité. Il vivait, travaillait et menait des activités révolutionnaires avec ses compagnons d'armes dans cette maison, et il apporta une contribution de poids au mouvement révolutionnaire chinois de l'époque. Durant cette période, il eut de multiples contacts avec des français, se fit de nombreux amis et sema de nouvelles graines pour l'amitié traditionnelle entre les peuples chinois et français.

La plaque commémorative de l'ancienne demeure du Premier ministre Zhou Enlai inaugurée aujourd'hui constitue un hommage éternel rendu à la mémoire du Premier ministre Zhou Enlai, en même temps qu'un symbole de l'amitié qui lie les peuples chinois et français.

(...) Le peuple chinois éprouve beaucoup d'attachement pour le Premier ministre Zhou Enlai. Dans notre pays, la seule mention de ce nom suscite aussitôt de profonds sentiments d'affection, d'admiration et de fierté sans bornes. (...) Bien que le Premier ministre Zhou Enlai nous ait quitté, il vivra à jamais dans le cœur du peuple chinois (...) Son image éclatante dépasse largement les limites de la frontière chinoise.

(...) Le Premier ministre Zhou Enlai accomplit, de son vivant, un travail considérable pour le développement des rapports sino-français et le resserrement des liens d'amitié entre les deux peuples (...) Notre Premier ministre souhaitait revoir la France ; hélas, son vœu n'a pu être exaucé. Nous nous réjouissons d'observer maintenant que la fleur de l'amitié sino-française, à laquelle le Premier ministre Zhou Enlai a veillé tout particulièrment, s'est pleinement épanouie grâce aux soins de nos deux gouvernements et de nos deux peuples ; et elle brillera d'un plus vif éclat.

Tandis que Giscard d'Estaing évoquait le rôle joué par Zhou Enlai, en déclarant notamment :

Parfois, la rencontre de deux nations prend le visage d'un homme. Le premier ministre Zhou Enlai est venu ici, il y a près de soixante ans, attiré par une image de la France identifiée aux idéaux de notre révolution, cherchant l'inspiration d'un combat qui devait rendre à la Chine son indépendance et au peuple chinois sa dignité.

(...) Il multiplie les efforts, comme d'autres chez nous, pour que la France, qu'il avait aimée, et la Chine, qu'il avait contribuée à libérer, se retrouvent et se reconnaissent.

(...) Zhou Enlai n'était pas seulement un ami. A travers les années de rencontre, de dialogue ou d'estime, il était devenu pour beaucoup le visage même de la Chine. Et nous sommes heureux que la Chine ait eu son visage.

Cet homme de grande finesse, d'une intelligence exceptionnelle, d'une immense culture, était l'héritier d'une civilisation qui a fasciné le monde. Il avait su à la fois conserver et critiquer cet héritage, être le visage et la voix d'une Chine éternelle, mais aussi d'une Chine nouvelle que le monde n'avait encore jamais entendue. Refusant de soumettre la condition humaine à la fatalité, il s'était mis au service d'un peuple qui brisait ses chaînes pour apporter sa contribution au progrès de l'humanité.

(...) A cet homme qui n'a pas voulu de monument à sa mémoire, nous avons souhaité rendre hommage en cet endroit où commença son combat, et où naquit son amitié pour la France (...)

Hua Guofeng parle de son passé et de la Chine d'aujourd'hui

Extraits d'une interview réalisée par Félix Green

Le journaliste anglais Félix Green a réalisé voici quelques jours, une interview du Premier ministre chinois Hua Guofeng, qui a été diffusée, pour une large part, dans le cadre de l'émission «*L'événement*» de TF1. C'est TF1 qui a traduit cette interview dont nous citons ici des extraits, dans lesquels Hua Guofeng rappelle sa propre histoire et s'exprime sur la situation actuelle en Chine.

«Je suis né dans la province de Chensi. Mon père est mort lorsque j'avais six ans. J'ai vécu avec ma mère et mon frère aîné. Nous étions pauvres.

Après ma sortie de l'école primaire, à l'âge de treize ans, je suis resté à la maison pendant un an : ma mère ne pouvait pas m'offrir une éducation secondaire. A quatorze ans, je me suis inscrit dans une école professionnelle qui venait d'ouvrir et j'y suis resté jusqu'au 7 juillet 1937, date à laquelle les Japonais ont déclaré la guerre à la Chine.

1938 : L'ADHESION AU PARTI COMMUNISTE

J'ai rejoint le mouvement de résistance antijaponais en 1938, à l'âge de dix sept ans et je me suis inscrit au Parti communiste chinois la même année. Les armées du Kuo Min tang avaient reculé devant l'invasion des agresseurs japonais, cependant que la 8e armée, conduite par les communistes s'engageait derrière les lignes ennemies pour mener la guerilla et établir des îlots de résistance (...)

J'ai travaillé longtemps dans ma province comme président de la Ligue antijaponaise, comme président du comité des forces armées de la province et comme secrétaire du Parti pour la province. J'étais aussi aux avants-postes du combat contre les Japonais dans les plaines et dans les montagnes.

Dans la province du Hounan, la guerre pour la libération n'était pas achevée. Je suis parti dans le Sud ou printemps 1949 avec l'armée populaire de libération. Nous sommes arrivés au Hounan en juillet et la capitale de cette province Changsha a été libérée en août (...). J'ai travaillé dans le Hounan pendant 23 ans.

En 1965, alors que je travaillais au bureau du Parti de la province, on m'a chargé du projet d'irrigation de Chaochan. Nous avons fait travailler 100 000 personnes sur le projet et nous avons achevé le réseau principal et le réseau Nord en dix mois. Le barrage a été inauguré le 1er juin 1968. Outre que sa principale fonction était d'irriguer plus de 60 000 hectares de terres, le barrage prévoyait la fourniture d'énergie électrique, et servait à endiguer les inondations... Cela a donné de bons résultats pendant ces douze dernières années.

Le président Mao avait l'habitude d'effectuer des tournées d'inspection dans le pays, et il venait souvent dans la province de Hounan. Je le rencontrais et je lui rendais compte de mon travail. Pour autant qu'il m'en souvienne, je l'ai rencontré pour la première fois au début des années 1950».

Répondant à une autre question, le président Hua Guofeng décrit la situation politique lors de la tentative de coup d'Etat des Quatre après la mort de Mao. «Ce fut un moment critique qui met en jeu la vie ou la mort de notre Parti, et de l'Etat. Qu'est-ce que l'avenir réservait à la Chine ? Continuera à adhérer à la cause révolutionnaire prônée par Mao Zedong, Zhou Enlai et d'autres vieux révolutionnaires ? La bande des Quatre allait-elle réussir à s'emparer du pouvoir et à imposer une dictature fasciste ? Le destin du peuple chinois fut alors en balance. Les Chinois étaient inquiets de même que nos amis étrangers».

LE ROLE DE LA PENSEE DE MAO ZEDONG

Certains occidentaux parlent du rejet des idées de Mao. Je sais même que certains disent que nous avons engagé une «démaoïsation». Ce n'est pas du tout le cas : un rapide coup d'œil sur l'état des choses en Chine, démontrerait rapidement qu'il n'en est rien. Lin Biao et les Quatre ont fait de sérieuses entorses au marxisme-léninisme et, à la pensée de Mao Zedong. Ils ont falsifié sa pensée, ils ont prétendu que Mao avait porté le marxisme-léninisme à son point le plus extrême, et qu'une seule de ses maximes avait, le poids de dix mille phrases. Ils ont prétendu qu'il existait une classe bourgeoise au sein du Parti, que les cadres les plus anciens étaient des révolutionnaires bourgeois et deviendraient fatalement des capitalistes.

Nous avons lancé, à l'échelon national, une vaste campagne pour critiquer et réduire à néant leurs sophismes idéalistes (...) Nos discussions sur l'interprétation exacte des critères de vérité sont ce que Mao a souhaité et préconisé tout au long de sa vie, et notamment de partir dans tous les cas de la réalité, de rechercher la vérité dans les faits et d'intégrer la théorie dans la pratique. Voilà les principes de base de notre idéologie. Ces discussions nous ont aidé à réaffirmer les principes longuement développés par le camarade Mao. Les services qu'il a rendus au peuple chinois restent grands, méritoires et immortels. Car toutes nos victoires ont été remportées parce que inspirées par sa pensée qui intégrait les principes de base du marxisme-léninisme dans la situation concrète de la révolution chinoise. Sans sa pensée, il n'y aurait pas eu de nouvelle Chine.

De notre envoyé spécial Pierre Marceau

Interview des représentants de l'intersyndicale de l'Alsthom-Belfort

«Il y a réaction unanime pour la dignité des hommes dans l'entreprise»

Lundi 15 octobre, 9 heures du matin, les grévistes de l'Alsthom-Belfort sont rassemblés au pied des immenses calicots de l'usine ocupée, qui bordent la voie ferrée. C'est l'heure du meeting d'information. On parle des derniers résultats de la solidarité financière des activités de la journée. On parle aussi d'une lettre aux salariés envoyée par le directeur : *« la direction est allée jusqu'au bord de l'impossible, etc. »* Une lettre à garder. On pourrait bien en faire quelque chose tous ensemble... déclare un délégué.

Fin du meeting : je rejoins les délégués juste au début de la réunion de l'intersyndicale. Rendez-vous est pris pour l'interview conjointe de représentants de chacun des syndicats CGT, CFDT, FO et CGC. Près d'une heure et demie d'une discussion franche et amicale dont on trouvera l'essentiel ci-dessous. (Le délégué CGC pris par d'autres activités s'est excusé de ne pouvoir y participer mais, a-t-il dit *« de toute façon, on est d'accord »*. Vers 13 h 30, on se sépare chacun se pressant vers des tâches qui attendent. Qu'est-ce qu'on peut travailler pendant une grève !

Pierre MARCEAU

HR : Pouvez-vous indiquer les raisons qui ont rendu nécessaire et possible la grève déclenchée à l'occasion du centenaire ?

CFDT : Il y a deux raisons essentielles au conflit. D'une part des revendications en suspens sur lesquelles la direction refuse de négocier depuis des années. Les travailleurs ont profité du fait que la direction voulait célébrer de façon extraordianire le centenaire. Ils ont voulu faire pression à l'occasion de cette fête et obliger la direction à lâcher.

D'autre part, la direction mise en place il y a trois ans a eu un comportement détestable : en gros, c'est l'autoritarisme et le mépris des travailleurs. C'est vrai y compris vis-à-vis des cadres, tout ça a amené le ras-le-bol général qui a provoqué l'explosion la veille du centenaire. Toutes les catégories se sont mises dans le coup. En définitive, c'est la direction qui a fait l'unité.

CGT : Il y a des revendications d'ordre salarial et aussi en ce qui concerne les droits sociaux. Là-dessus l'usine est la dernière du groupe et la région est elle aussi classée dernière : vingt-et-unième sur 21 régions. Tous les problèmes sont renvoyés devant la direction générale qui, elle, ne règle rien.

Au niveau de la direction, avant c'était plutôt un genre de paternalisme, maintenant c'est une direction plus « politique » ; très proche des préoccupations et des dispositions du CNPF. Dufour, le directeur, est un homme très zélé. Le centenaire c'était la giffle.

HR : C'est le premier mouvement d'ensemble depuis 1968 ?

CGT : Depuis 1968, il y a eu plusieurs mouvements, des grèves sectorielles dont certaines très dures, l'an passé il y en a eu une qui a duré six semaines. Mais aujourd'hui on peut dire que c'est plus important qu'en 1968.

CFDT : En particulier parce que tout le monde est dans le coup.

CGT : Au premier meeting, le jeudi matin, on était 3 à 4 000 pour demander à la direction de négocier à l'occasion du centenaire. C'est son refus qui a déclenché la grève.

FO : Ce qu'il faut bien voir c'est qu'il y a eu tout le contentieux accumulé avec Dufour mais aussi la riche expérience accumulée avec le temps. Les travailleurs voyaient qu'il fallait mettre le paquet pour faire céder la direction.

CGT : Et puis le centenaire c'était une vraie provocation de la direction avec les petits gadgets qu'elle mettait en avant : le stylo ou la bouteille de cognac ou bien une médaille du centenaire pour les travailleurs.

HR : L'unité de tous les travailleurs a pu se réaliser sans problème, y compris avec les cadres ?

CGT : Tu sais dans cette affaire la direction a pris les travailleurs pour des cons, toutes catégories confondues. Et la direction c'est un seul homme qui décide au mépris de tous. Il y a eu réaction unanime pour la dignité des hommes dans l'entreprise.

CFDT : Quant au cahier de revendications, il n'a pas été difficile à faire : on a repris tout ce qui était en suspens en mettant en avant ce qui est propre à Belfort. De fait, on est dans une situation un peu différente du reste du trust. Par exemple, on est une des seules usines où les ouvriers n'ont pas le 13e mois.

FO : En plus des revendications traditionnelles, il y a un problème de qualification. Certaines fabrications comme les moteurs sont remises en cause. On ne parle pas encore de licenciements, mais certaines mesures de reconversion et de mutation peuvent le laisser présager. Ça a souvent commencer comme ça ailleurs.

CGT : Il y a aussi les brimades, comme la chasse aux malades.

La direction juge l'absentéisme trop élevé et n'a rien trouvé de mieux que de placarder le nom de chaque salarié sur de grands panneaux au mépris de la vie privée de chacun.

** Pour un jour de maladie, une case est remplie en face de leur nom, une case pour un bon de sortie.*

Dans quel but cette mise en case ? Culpabiliser les malades, les accidentés, elle veut qu'on les montre du doigt !

Les travailleurs ne l'entendent pas ainsi, ils ont réagi et l'affaire est aujourd'hui devant les tribunaux.

(Extrait d'une plaquette réalisée par le syndicat CGT Alsthom-Belfort à l'occasion du centenaire)

En ce qui concerne les classifications, il y a parmi les 4 400 ouvriers une majorité de P1 payés comme OS. Par rapport aux autres entreprises Alsthom-Atlantique, il existe un véritable déclassement. Par exemple la direction a réalisé une étude sur un classement de poste, on n'y trouve pas de postes de P3 ou de technicien d'atelier.

CFDT : Et il n'est pas rare de voir un P1 doubler avec un P3.

HR : Quelle place les travailleurs immigrés occupent-ils dans l'entreprise et dans la lutte ?

FO : Il y a environ 800 travailleurs immigrés de toutes nationalités. Ils participent activement à la grève. Quant au racisme, on peut dire que dans l'ensemble, il existe un bon climat entre Français et immigrés.

HR : Et des intérimaires ?

CGT : Ils étaient nombreux avant 1975, depuis la direction a pratiquement fermé l'embauche. Aujourd'hui, il y a seulement quelques jeunes en contrat d'apprentissage ou au titre des stages Barre. Au total l'effectif a été réduit de 1 500 personne depuis 1975 ; c'est ce qu'ils appellent « l'érosion naturelle ».

HR : Comment s'est réalisée l'unité intersyndicale et comment fonctionne-t-elle aujourd'hui ? Quels rapports à votre avis, avec les accords d'unité d'action interconfédéraux ?

CGT : Il y a, à Belfort, cinq organisations syndicales (mais la CFTC représente peu de chose) avec des conceptions, des points de vue et des idées plus ou moins différentes, mais par rapport au conflit, il y a unité. Avec la CFDT, on s'était mis d'accord sur les revendications dans le cadre du centenaire. Quand on est allé en discuter avec la direction, elle a refusé. Les travailleurs ont été rapidement unanimes sur la bonne façon de lui répondre et l'ensemble des organisations syndicales ont suivi dans l'unité.

FO : Au point de départ, il y a eu également un débrayage appelé par la CGT, la CFDT et FO. Mais c'est effectivement CGT et CFDT qui ont posé le problème du 13e mois, nous, on était plutôt préoccupé par les mutations. Bien entendu, on s'est rallié unanimement.

CFDT : En fait, l'unité intersyndicale s'est faite naturellement à cause de l'unité des travailleurs. Et celle-ci représente la garantie.

CGT : Pour ce qui est des accords confédéraux, ils sont venus dans la même période que la grève. C'est bien de l'entreprise qu'est venue l'unité ; ceci dit, les accords, ça ne peut qu'aider. Mais ça n'a pas été déterminant dans notre cas.

Je voudrais ajouter une chose à propos de l'unité Un conflit de cette importance, ça amène un resserrement des liens au niveau des hommes et des idées. D'une certaine façon, c'est la conscience de classe qui progresse à travers le débat d'idées.

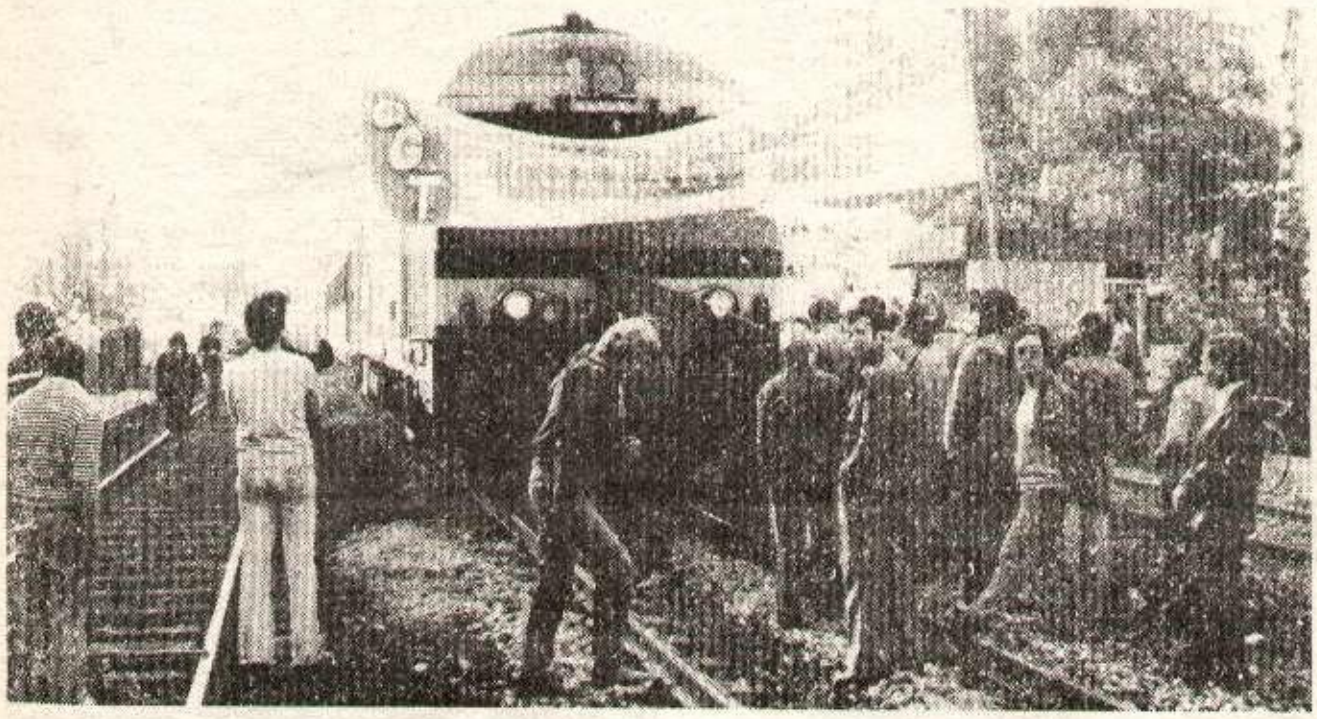
HR : Quels sont les rapports entre l'intersyndicale et l'ensemble des grévistes ?

CFDT : On essaie d'associer aux affaires le maximum de personnes actives, c'est-à-dire en gros ceux des piquets de grève. Par exemple les discussions dans les piquets de grève débouchent sur des propositions d'action à l'intersyndicale.

FO : On avait fait la proposition d'un comité de grève composé de délégués élus par atelier et des organisations syndicales rendant compte devant l'assemblée générale souveraine. Ça n'a pas été retenu.

CGT : Déjà, plusieurs initiatives ont été réalisées sur proposition des piquets de grève. En fait, bien que ça ne soit pas toujours facile de fonctionner vu le nombre qu'on est, la grève telle qu'elle est conduite recueille l'approbation de l'ensemble des travailleurs. Par exemple, à la manifestation de vendredi, la grande majorité des travailleurs de l'Alsthom étaient là.

→



le train Zurich-Paris (l'Arbalète) a été immobilisé à hauteur de l'usine Alsthom.

L'Alsthom peut-elle payer ?

UNDI 15 octobre après-midi, dans la grande salle du réfectoire de l'Alsthom, le mot d'ordre était devenu question... et réponse. Un des terrains sur lesquels la direction, insidieusement, attaque les travailleurs c'est celui des chiffres, du coût des revendications. Satisfaire aux exigences des grévistes concernant le 13e mois, le rattrapage des salaires équivaudrait, selon elle, à mettre en péril l'entreprise. Elle prétend même être allée *« jusqu'au bord de l'impossible » !. « Les chiffres ? Eh bien, parlons-en »*, répondent les travailleurs en fournissant les conclusions d'une étude financière menée à partir de sources « irréfutables » que sont les plans sociaux, les comptes-rendus devant l'assemblée générale des actionnaires, les rapports d'experts-comptables, etc. Quelles sont ces conclusions ? D'abord entre l'usine Alsthom du Bourget et celle de Belfort, qui ont une production de même nature et une technicité équivalente, on peut constater un écart de l'ordre de 30 % sur les salaires à la défaveur de Belfort, ainsi qu'un tassement vers le bas de l'ensemble des classifications.

Ces différences sont calculées, hommes et femmes confondus. Si l'on consisère seulement les femmes, la situation est encore plus mauvaise pour elles puisque c'est à Belfort qu'on va trouver les plus grandes inégalités de salaire à travail égal, du fait du sexe. A qualification égale, l'écart par rapport aux hommes monte à 22 % pour les ouvrières et à 29 % pour les techniciennes.

Côté patron maintenant. Les bénéfices d'Alsthom-Atlantique, déclarés au fisc sont de 7 milliards 743 millions de centimes. On pourrait dire « ne sont que de », puisqu'à côté de cela, le poste intitulé « provision pour pertes des charges » — en augmentation constante — atteint le montant de 108 milliards de centimes. Cette provision qui constitue officiellement une cagnote d'assurance en cas de pépin technique sert, de fait, à camoufler des profits (1).

Ce n'est pas tout : les actionnaires d'Alsthom-Atlantique qui n'ont pas mis un rond dans l'affaire depuis 1963 se partagent au titre du dividende quelques 4 milliards de centimes annuels depuis 1976, auxquels il faut ajouter un peu plus de 2 milliards au titre de l'avoir fiscal. Ajoutons que l'Alsthom n'a pas versé un centime d'impôt sur les bénéfices depuis 1973.

Satisfaire les renvendications ce n'est pas cela qui mettra Alsthom à genoux. On peut l'affirmer en se référant seulement à cette cagnotte de 108 milliards et sans compter les profits légaux. En effet, en effectuant un rattrapage de 20 % des salaires et en donnant le 13e mois partout où il n'existe pas, il resterait encore 85 % du montant de la cagnotte.

LES SALAIRES

D'après une enquête récente du journal *l'Expansion*, les 35 entreprises les plus importantes en France, Alsthom-Belfort est passée depuis 1975, du 10e au 28e rang en ce qui concerne les salaires. D'autre part, l'enquête sur les salaires menée par l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) et celle menée par la fédération des métaux CGT débouchent sur une conclusion analogue : sur les 21 régions françaises, la Franche-Comté (dont fait partie Belfort) arrive au 21e rang.

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE VOUS SALUENT

HR : *Pouvez-vous me dire quelques mots à propos de la délégation commerciale chinoise que vous avez reçue ?*

CFDT : On avait décidé de recevoir les délégations étrangères pour que la direction ne puisse pas nous accuser « de casser la baraque ». On y avait mis deux conditions : que la visite s'effectue sous la responsabilité de l'inter-syndicale et seulement accompagnée d'une direction technique. C'est ce qui s'est passé ; le directeur, lui, est resté dehors.

HR : *Et les Chinois ont bien réagi ?*

CGT : Oui, ils ont serré les mains au piquet de grève. On peut dire qu'un courant de sympathie est passé au cours de la visite.

(1) Cette provision était justifiée autrefois pour les raisons suivantes : couverture des risques entre sortie d'usine et mise en service des matériels, ainsi que des vices cachés. Aujourd'hui, la facturation du matériel se fait une fois le matériel mis en service et les vices cachés sont couverts par une compagnie d'assurance... Pourtant, la cagnotte demeure, prospère...

HR : Comment appréciez-vous le fait que la lutte se développe sur l'ensemble du trust Alsthom ? Envisagez-vous des coordinations pour améliorer le rapport de force contre la direction CGE ?

CGT : Je crois qu'il faut d'abord revenir un peu sur l'origine de ce mouvement. Pourquoi les autres centres bougent ? Le 5 octobre, il y a eu une rencontre des syndicats avec la direction générale sur les problèmes salariaux qui concernent tout le monde. Cette rencontre avait été préparée dans toutes les boites. Vu la minceur des résultats les travailleurs sont passés à l'action. Comme dans le même temps, Belfort qui est l'établissement le plus important du groupe était déjà en grève, c'est sûr que ça a eu de la résonnance.

Actuellement, on a des contacts permanents avec les collègues des autres boites pour sensibiliser tout le groupe. Les structures syndicales, que ce soit l'inter-CFDT ou le comité de coordination CGT nous le permettent.

FO : Il faudra bien arriver à faire converger tout ça contre la direction générale.

CFDT : Notre conflit a pris une autre dimension avec les revendications concernant l'ensemble du groupe, mais quand on a démarré le 27 septembre, ce n'était pas encore le cas. Aujourd'hui, il faut voir toutes les possibilités d'élargissement.

CGT : D'ailleurs, ça va même plus loin qu'Alsthom. Jusqu'au cadre de la CGE.

HR : La journée ville-morte de vendredi a montré l'impact considérable de votre mouvement dans la région. Comment voyez-vous le développement de la solidarité ?

CFDT : Pour le moment, on en est surtout à la solidarité financière ; on ne sent pas encore de boites prêtes à se mettre en mouvement.

CGT : Avec Peugeot, il y a le courant de sympathie. Dans les prochains jours, on va y faire une collecte. Quant à la population, il y a le sentiment quasi-unanime de la justesse de notre conflit.

FO : D'ailleurs, le non-recours aux CRS tient sûrement à l'existence de ce soutien de l'opinion. Le jugement en référé reflète bien tout cela.

HR : C'est vrai que le jugement en référé a donné un résultat plutôt positif. Pensez-vous que la direction tente d'autres manœuvres pour vous faire cesser l'occupation ?

CFDT : Ils essaient bien de récupérer les cadres et la maitrise, mais ils ne font pas ce qu'ils veulent. Il y a certains cadres et ingénieurs qui travaillent mais quand la direction réussit à en réunir une cinquantaine autour d'un huissier, pour demander la reprise du travail,c'est peu !

HR : Pensez-vous qu'on puisse tirer du mouvement en cours certaines conclusions sur l'état d'esprit et la combativité des travailleurs ?

CGT : Tout compte fait, ce mouvement n'est pas vraiment une surprise. C'est la direction qui a été le meilleur agent en faveur de la grève.

CFDT : En effet, une même situation peut donner des choses différentes, le blocage au niveau de la direction générale n'explique pas tout, la personnalité du directeur de Belfort y est pour quelque chose.

FO : Je crois que ce qu'on pourrait appeler l'explosion de Belfort participe à un contexte général où les travailleurs refusent de céder devant le patronat. Dans ce sens, il préfigure un mouvement qui pourrait se nouer dans le pays.

CGT : Je resterai plus prudent, mais c'est sûr qu'il y aura des leçons à tirer. Il faudra interroger les travailleurs sur ce qui les conduit à agir de cette façon. Ceci dit, on ne peut pas le dissocier du contexte local. Les gens ont été marqués par le directeur — de combat — qui ne correspondait pas aux habitudes. Dufour est là pour appliquer une politique et un système, ceux du CNPF,. C'est une orientation qui conduit à asseoir l'autorité patronale de façon brutale parce qu'elle est remise en cause.

FO : C'est un directeur plus politique. Ce qui l'intéresse, c'est le taux du profit, tout le reste est secondaire.

CFDT : Tout est ramené à une gestion arithmétique sans considération pour l'élément humain. Dufour ne discuter qu'en termes de ratio.

Dimanche 14 octobre, les grévistes d'Alsthom étaient sur le marché à Belfort. Poissonniers de circonstance, ils ont vendu (pas cher) au titre de la solidarité les 30 kilogrammes de saumon que la direction avait commandés pour son banquet du centenaire. Valeur du lot : 30 kg à 120 F, soit un total TTC de 3 852 F. Au marché de Belfort, le cours du saumon-solidarité était en moyenne à 9 F les 100 grammes.

Soutien aux militants bretons

(suite de la page 1)

Ce ne sont ni des forcenés, ni des déments mais des militants dont les actes reflètent la révolte des masses populaires en Bretagne, révolte qui se manifeste en réaction à l'oppression bien réelle de l'État capitaliste français.

Quant à *« l'impact nul »*, parlons-en. Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées à Pontivy à l'appel des comités bretons antirépression (COBAR) les 15 et 16 septembre en soutien aux prisonniers contre la répression lors d'un grand Fest-noz.

Les Bretons sont d'ailleurs loin d'être les seules victimes d'une juridiction et de méthodes d'exception. Le pouvoir tend à les répandre comme s'il voulait faire entrer dans les mœurs l'usage d'une justice de plus en plus expéditive : Corses, militants arrêtés le 23 mars et le 1er mai, ou après la manifestation ayant suivi l'assassinat de Pierre Goldman, Marcel Lamy, militant cégétiste arrêté pour diffusion de tracts, interdiction professionnelle, etc. La liste est longue qui atteste de l'attaque d'ensemble contre les procédures régulières de la justice. Voilà des raisons impératives pour que tous les travailleurs s'associent à la protestation des Bretons et de nombreuses organisations et associations contre la répression qui frappe les militants du FLB.

J. Q.

ALSTHOM-SAINT-OUEN

12 délégués CGT-CFDT en référés

L'occupation se maintient dans les établissements de l'Alsthom-St-Ouen. Les travailleurs des trois usines UNELEC, Signaux et CGE sont dans la lutte. Après la tentative lundi 15 au matin de la direction de faire forcer le piquet de grève, lundi soir, elle a convoqué 12 délégués devant le tribunal des référés pour « entrave à la liberté du travail ». Pendant ce temps, à Belfort, le tribunal se déclarait incompétent sur le « non respect de la liberté du travail » à l'Alsthom-Belfort.

THEATRE

Voltaire's folies

Au théâtre de la plaine

Voltaire, il est au programme de la classe de seconde dans les lycées. On le trouve aussi dans les manuels scolaires en morceaux choisis. On pouvait s'attendre à une lecture de texte du style « *Un comédien lit un auteur* » sur FR 3 le dimanche. Eh bien non, les comédiens ne lisent pas, ils jouent, ils miment les textes de Voltaire d'une actualité criante, des textes sur la tolérance et contre le fanatisme.

VOLTAIRE écrivit ces textes de 1660 à 1770, quelques années avant 1789. Déjà, le vieux système féodal craquait de toutes parts. Menacés dans leur pouvoir et dans leurs privilèges, les rois et les évêques ripostaient violemment. A Lisbonne, plusieurs dizaines de juifs et de musulmans étaient brûlés sur le bûcher. A Abbeville, le chevalier de la Barre était décapité pour athéisme. A Toulouse, Jean Calas était roué vif pour protestantisme.

Voltaire, bien qu'âgé, n'en est pas moins sensible à toutes ces intolérances, ces tortures, ces bûchers et ces gibets dressés au nom de la religon catholique.

Les comédiens, dirigés par Jean-François Prévand, ont monté un spectacle très visuel. Ils ne récitent pas, ils jouent. Les textes, très bien choisis, font allusion à des situations malheureusement très actuelles. Ainsi, la scène où un maitre explique à des gens qu'il appelle « sauvages » qu'ils n'ont pas d'âme. Dans une autre scène, des hommes se battent à coups de pancartes pour implanter leur religion respective dans des contrées nouvelles. Ce sont onze séquences ou onze saynètes qui se succèdent et s'entrechoquent pour le plus grand plaisir du spectateur. Dans la séquence de la poularde et du chapon, un coq et une poule évoquent les mœurs de l'Inquisition qui fait rôtir les hommes comme des poulets, sans toutefois avoir l'intention de les manger. La scène des cagoulards dénonce clairement les dictatures fascistes. La cagoule fait référence à l'Inquisition mais aussi au Klu-Klux-Klan. La casquette de l'adjudant désigne le caudillo, général, latino-américain. Le texte lui-même montre bien au service de qui est le pouvoir.

« *Si un homme a volé adroitement 3 ou 400 000 pièces d'or, nous le respectons et nous allons dîner chez lui. Mais si une pauvre servante s'approprie maladroitement 3 ou 4 pièces de cuivre qui étaient dans la cassette de sa maîtresse, nous ne manquons pas de tuer cette servante en place publique, de peur qu'elle ne se corrige.* »

La répression sert d'abord à pressurer un peu plus les producteurs au profit des parasites.

« *Un cultivateur n'a-t-il point payé à temps une taxe qui excédait ses facultés : nous vendons sa marmite et son lit pour le mettre en état de mieux cultiver la terre quand il sera débarrassé de son superflu* ».

Dans une autre scène, sur le « *chapon et la poularde* », c'est l'oppression des femmes qu'on dénonce.

Tout cela donne un spectacle très vivant et très efficace. Les acteurs prennent plaisir à jouer et ils occupent bien la scène. Les trouvailles fusent. Ainsi, le Mahomet-show, la séquence du serpent, des poulardes. La bande des effets-son est très bien utilisée, elle donne de l'ampleur au jeu des acteurs, elle le renforce et en marque le rythme. Les comédiens s'adressent directement à la salle et intègrent les spectateurs au spectacle. *Voltaire's folies*, un spectacle très actuel qui bat en brèche les vieilles idées et les vieux préjugés obscurantistes qui réapparaissent en temps de crise.

Léon CLADEL

*** Théâtre de la Plaine, 13, rue du général Guillaumat – Paris 75015.**
Les mercredi, jeudi, vendredi, samedi à 20 h 30. Les dimanche à 17 h. Métro porte de Versailles. Autobus 89 PC.

MARIONNETTES

Guignol au festival de Lille

Du 12 octobre au 14 décembre, va se tenir le Festival de Lille, centré cette année sur les marionnettes. On notera la venue d'une troupe chinoise de marionnettistes de Canton, ainsi que d'autres troupes du tiers monde (Togo, Gabon, Sénégal, Inde). D'autres groupes viennent de divers pays d'Europe (Grèce, Turquie, Angleterre, etc.) ou des USA : le Bread and Puppet. Un festival qui promet d'être intéressant dans une région où les marionnettes ont toujours fait partie des traditions culturelles.

SPECTACLES DE MARIONNETTES

— *Du tiers monde* : Théâtre de marionnettes chinois de Canton (12 octobre, 20 h 30, salle du Conservatoire), marionnettes Danaye du Togo (16 octobre à 20 h 30 et 17 octobre à 14 h, salle du Conservatoire), marionnettes Yakshagana de l'Inde (9 novembre, à 20 h 30 et 10 novembre à 15 h, théâtre Sébastopol).

— *D'Europe* : marionnettes siciliennes Cuticchio (28 novembre à 15 h et 29 novembre à 20 h 30, hospice Comtesse), théâtre d'ombres Tanboga de Turquie (17 novembre à 18 h et 20 h 30, salle du Conservatoire), Théâtre d'ombres Mihopoulos de Grèce (29 octobre à 18 h et 30 octobre à 15 h, hospice Comtesse), marionnettes de Bruxelles (Toone) (28 octobre à 16 h, salle Doumer, Marcq-en-Barœul), d'Angleterre Percy Press (30 octobre à 18 h, hospice Comtesse et 31 octobre à 14 h, salle Doumer à Marcq-en-Barœul), de Liège (10 novembre à 20 h 30, salle du Conservatoire).

— *De France* : Théâtre Guignol lyonnais de Jean-Guy Mouget (4 novembre à 16 h, hospice Comtesse), marionnettes picardes Ches Cabotans d'Amiens (18 novembre à 16 h, hospice Comtesse), marionnettes du Nord le Castelet lillois (21 octobre à 16 h, hôtel de ville de Marcq-en-Barœul).

SPECTACLES DE DANSES ET MUSIQUES

— Paul Taylor Dance Compagny (27 octobre à 20 h 30 et 28 octobre à 16 h, théâtre Sébastopol), Merce Cunningham Dance Compagny (30 octobre à 20 h 30, théafre Sébastopol).

— Musiques traditionnelles du Gabon (19 novembre à 20 h 30, hospice Comtesse).

— Serre Equatoriale de Lille : dimanche 25 novembre de 17 h à 19 h musiques-promenades, à 20 h : animation *Le jardin des fleurs vivantes.*

SPECTACLES DE THÉATRE

— Le Bread and Puppet (les 12, 13 et 14 décembre à 21 h, salle Roger Salengro)

— Théâtre Sorano de Dakar (les 14, 15 et 16 novembre à 21 heures, salle Roger Salengro).

A ECOUTER ET A LIRE

L'œuvre de Gaston Couté – longtemps ignorée et dispersée dans des publications introuvables – est depuis peu disponible.

Disques

– *La chanson d'un gas qu'a mal tourné*. Gaston Couté interprété par Bernard Meulien et Gérard Pierron. Ref : Lyrion 819
– *Les 'mangeux d'terre*. Gérard Pierron chante Gaston Couté. Ref : Le Chant du monde. LDX 74700

Livres

– Les *Oeuvres complètes* ont été publiés en quatre volumes par l'association *Le Vent du ch'min*, 5 bis, rue Rolland Vachette 93200 St-Denis. Prix des quatre tomes 100 F plus frais de port.
Les plus intéressants sont le tome I et le tome II ; le tome III rassemble des œuvres de jeunesse. Le tome IV regroupe les chansons au jour le jour de La *Guerre sociale*.

LA CHANSON D'UN GAS QU'A MAL TOURNÉ

GASTON COUTÉ

INTERPRÉTÉ PAR
BERNARD MEULIEN . GERARD PIERRON

La souscription reste ouverte

Total précédent	**48 010,90 F**
G.D., Guingamp	10 F
A.M.F., Lille	40 F
Cellule Aurore, juillet	600 F
Cellule Chou En-Laï	20 F
Cellule Aurore, septembre	300 F
Cellule J. Hapiot	14 F
Cellule E. Varlin, juillet	1 400 F
Cellule E. Varlin, septembre	1 000 F
Comité de Parti Commune de Paris	3 800 F
Des camarades de Montargis	150 F
Un camarade de Lyon	24 F
Deux camarade cellule P. Overney	1 100 F
Souscription deuxième versement, Tours	50 F
Un camarade d'Aubagne	10 F
Un camarade de Bretagne	10 F
Pour que vive le quotidien, Pontivy	10 F
Des camarades pour la sousvription	650 F
Malgré nos difficultés, pour la souscription	50 F
Un camarade de Thizy	7 F
Cellule A. Marty	2 200 F
Des camarades de Brou	10 F
Pour le journal	2 F
C.P. Colonel Fabien	17 F
Pour que vive le quotidien	20 F
Nouveau total au 15 octobre 1979	**59 504,90 F**

THEATRE DE LA PLAINE
13 rue du General Guillaumat PARIS 75015 autobus 89, PC Métro Porte de Versailles
Location 642 32 25. 250 15 65 . FNAC . CROUS et agences
les mercredi jeudi vendredi samedi à 20h30 le dimanche à 17h
Places 30F, moins de 25 ans et collectivités 20f

avec
ROGER CORNILLAC
REMY KIRCH
CHRISTIAN DELANGRE
JEAN. FRANÇOIS PREVAND

Mise en scène
JEAN. FRANÇOIS PREVAND
Assisté de
JACQUES MARTIAL
Scénographie ARIOT

ECHOS *des entreprises et quartiers*

Cheminots : un secteur qui bouge.

YVELINES

Dalami à Vernouillet: «Silence, on ferme !»

L'ENTREPRISE Dalami de Vernouillet dans les Yvelines fabrique des revêtements de sols. Le patron veut tout simplement licencier 108 ouvriers et fermer les portes de l'usine.

L'usine Dalami fait partie du groupe Sommer-Allibert qui a réalisé en 1978 la bagatelle de 33 milliards de centimes de profits. Ce groupe se redéploie, comme on dit dans les milieux de la haute finance.

Apparamment donc, la société se porte bien. Voici donc une explication sur la cause de la fermeture. Ami lecteur, suis bien la démonstration, c'est un peu compliqué et ça pue le scandale immobilier.

Donc voici les dents de l'affaire. Le voisin de Dalami s'appelle la société financière Eternit. Cette société possède 7,07 % des actions de Dalami. De plus, elle est propriétaire des terrains sur lesquels est construite l'usine Dalami. Vous suivez, je continue. Chrysler de Poissy cherche des terrains pour s'agrandir. A Poissy, près de l'usine Chrysler se trouve l'entreprise Glaenzer avec 400 ouvriers.

Vous suivez toujours, je l'espère. Je continue. Si la société financière Eternit parvenait à « évacuer » Dalami, Chrysler y mettrait Glaenzer et pourrait agrandir ses locaux à Poissy.

On pourrait faire monter les enchères sur le prix des terrains concernés et chacun pourrait y trouver son compte... sauf les travailleurs de Dalami qu'on jetterait à la rue sans autre forme de procès.

Les ouvriers de Dalami ne l'entendent pas de cette oreille et se préparent à la lutte.

GREVES DANS LE SECTEUR «PUBLIC»

Mardi l'EGF, mercredi la SNCF

LA fédération CGT des gaziers et électriciens a appelé les personnels de l'EGF à cesser le travail le 16 octobre sur des question de convention salariale. La fédération CGT veut mobiliser le personnel contre « le carcan de la convention salariale ».

La fédération CGT entend protester contre les pertes de pouvoir d'achat des agents EGF qui s'élèveraient depuis le début de l'année de 427 F à 619 F selon les catégories.

Il s'agit de se battre pour une remise en ordre des rémunérations. Cette grève nationale sera suivie d'actions régionales à partir du 17 octobre.

A la SNCF, ce sont les fédérations CGT et CFDT qui appellent les personnels roulants à cesser le travail mercredi matin à 6 heures jusqu'à jeudi soir 20 heures.

Un préavis de grève a été lancé du 16 au 20 octobre pour permettre une coordination des actions des 200 000 cheminots.

Les deux fédérations réclament des négociations sur les salaires et les conditions de travail.

Des luttes, des luttes, des luttes ...

Chez SADEB (Nord). Il était une fois un patron qui trouvait que certaines de ses ouvrières prenaient trop de congés-maladie. Aussit tenta-t-il de se débarrasser de trois d'entre elles. Mais il dut revenir sur sa décision car le personnel de l'usine cessa le travail le 10 octobre. Il ne l'a repris que le 15 octobre après que le patron eut réembauché les trois ouvrières.

MARINS QUI LUTTENT. Depuis le 10 octobre, à l'appel de la CGT, les marins retardent l'appareillage des navires. Dix-sept équipages ont déjà observé le mot d'ordre de la fédération CGT.

Il s'agit pour eux de stopper l'offensive du gouvernement et du patronat qui vise à remettre en cause leur statut et les avantages acquis.

Chez FUSALP (vêtements de ski et d'hiver). Depuis le 10 septembre, les travailleurs de cette entreprise sont en lutte contre la mise à pied de neuf ouvrières dont deux déléguées CGT.

Chez GALLAY (Seine-Saint-Denis). Les travailleurs de cette entreprise occupent les locaux pour protester contre le licenciement de Gilles Boillot, délégué de la CFDT. Son licenciement vient d'être accepté par le ministre du chômage, Robert Boulin, un antisyndicaliste bien connu de nos services et des travailleurs.

Chez PEPIN-GASQUET (BORDEAUX). Occupation des locaux. Il s'agit d'une entreprise viti-vinicole qui vient d'annoncer le licenciement des 396 salariés.

Chez SCHLUMBERGER à ABBEVILLE (SOMME). Une centaine de travailleurs de cette entreprise ont bloqué vendredi pendant une heure l'express Boulogne-Paris. 173 des 300 travailleurs sont menacés de licenciement.

Jeudi 18 octobre: les chercheurs dans la rue

LES syndicats des travailleurs de la recherche des organismes suivants : CNRS, INRA, INSERM appellent à une journée d'action le jeudi 18 octobre. La bourgeoisie réorganise ses divers services pour rentabiliser au maximum. Il s'agit de mieux faire coller ces organismes à la politique globale des capitalistes de l'industrie et de l'agriculture.

Cela se concrétisera par une remise en cause du statut et des avantages acquis, une sélection sur la base des « opinions » de chaque postulant, une répression antisyndicale forcenée, etc.

Le gouvernement entend favoriser la « mobilité » géographique et thématique (thème de recherche) des travailleurs de la recherche. Des rassemblements auront lieu dans les principales villes de province et à Paris, où rendez-vous est donné à 14 heures à Jussieu. Une manifestation se déroulera ensuite jusqu'au ministère de la recherche.

LE CARNET BLANC DES MONOPOLES

BRITISH LEYLAND

Comment s'y prendre pour licencier en douceur

COMMENT faire avaliser un plan de restructuration rejetté par les travailleurs ? C'est là une grande question pour un patron. Celui de British-Leyland (la firme anglaise automobile) croit avoir trouvé un moyen supermobilisateur. Il va tout simplement dévoiler aux ouvriers les prototypes ultra-secrets des nouveaux modèles de la firme.

Tout cela devrait s'accompagner d'explications sur la rationalisation de la production, les nécessaires licenciements et tout le tremblement.

Au terme de cette campagne d'explications, la direction pense que les 160 000 travailleurs accepteront les licenciements pour leur « bien » et celui de la société.

Décidément, voilà un PDG innovateur. Mais les retours de bâton sont très mauvais. Il devra se méfier. Ce genre de publicité peut marché quelque temps, mais au bout du compte cela revient à reculer pour mieux sauter et c'est très dur de se réveiller un beau matin avec des usines en grève et des occupations.

Estel investit la Capital Metal Corporation

ESTEL est un groupe sidérurgique né du rapprochement du groupe allemand Hoesch et de son partenaire Hoogovens. C'est donc un groupe européen. Ce groupe vient tout simplement de prendre d'assaut la Capital Metal Corporation, un groupe sidérurgique américain qui pèse dans 95 millions de dollars.

Ce groupe est spécialisé dans le parachèvement et la distribution de produits plats laminés. Il est installé en Californie et au Colorado.

Hachette aux USA

HACHETTE se porte bien, merci pour lui. Il vient encore de le prouver par le rachat de la société américaine Arista (Californie) qui pèse cinq millions de dollars. Cette société est spécialisée dans l'édition et la vente de matériels pédagogiques destinés aux écoles américaines.

BLOC-NOTES

Vient de paraitre
aux
Éditions du Centenaire

LA RÉVOLUTION NATIONALE ALGÉRIENNE ET LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(Tome III)

de Jacques Jurquet

Après les tomes I et II, traitant respectivement des périodes de 1847 à 1920 et de 1920 à 1939, le tome III concerne la période allant de septembre 1939 à juillet 1945. Il traite de l'Algérie pendant la Seconde Guerre mondiale et consacre une part importante aux tragiques événements survenus en mai 1945 dans le Constantinois. Quinze documents sont également présentés en annexe, dont nombre d'articles, discours ou dépositions d'Amar Ouzegane, Henri Lozeray, Ferhat Abbas, Messali Hadj, Johanny Berlioz, des cours élémentaires du Parti communiste algérien datant de fin 1943, ainsi que le fameux rapport du général Tubert sur les massacres du Constantinois, longtemps frappé de censure et publié pour la première fois en France dans cet ouvrage.

Nous informons également nos lecteurs que
– le tome I vient d'être réédité
– le tome II est toujours disponible
et leur rappelons que l'auteur, Jacques Jurquet, présentera et signera son livre à la libraire

LES HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville – Paris 20e
(Métro Belleville ou Pyrénées)

JEUDI 18 OCTOBRE

A nos lecteurs et camarades

Le prochain bimensuel comportant le dossier sur la Chine sortira avec 24 heures de retard. Les camarades qui le reçoivent par les PTT et qui risquent de ne pas l'avoir pour le week-end peuvent nous téléphoner pour que nous leur acheminions le matériel plus rapidement.

Prenez contact avec le Parti communiste marxiste-léniniste

NOM. . . . . .
PRÉNOM. . . . . .
Lieu de travail. . . . . .
Adresse . . . . . .
Code postal . . . . . .

(A retourner à la boite postale de l'Humanité rouge).

l'humanité rouge

Directeur politique : Jacques Jurquet
Rédacteur en chef : Jean Quercy
Chefs de rubrique : Intérieur : Claude Buisson
Front ouvrier : Gilles Carpentier - International : Annie Brunel.
Pour toute correspondance :
L'Humanité Rouge :
B.P. 201 – 75926 Paris cédex 19
CCP : 30 226-72 D La Source
Tel : 205-51-10

Directeur de publication : André Druesne
Commission paritaire No 57 952
Distribution NMPP
Imprimerie La Nouvelle
Dépôt légal 4e trimestre 1979

Bercy (Paris 12e) : encore «un trou»

On le sait depuis le Second empire et les travaux du baron Haussman, la « modernisation » et les « embellissements » de Paris sont des chevaux qu'enfourche immanquablement l'État capitaliste pour priver de pain les travailleurs, les reléguer dans les banlieues-dortoirs et aussi pour remplir à leurs dépens les poches des maffias politico-financières dont il est l'émanation. D'abattoirs de la Villette en trou des Halles en passant par la « raffinerie » Beaubourg, la liste s'allonge des opérations de ce type.

AUJOURD'HUI, la mairie de Chirac s'attaque à Bercy (Voir HR bimensuel No 60) : 40 hectares de terrain clos dans les limites de Paris, c'est là une proie alléchante pour ces messieurs que ne préoccupent ni le sort des 2 000 travailleurs employés à Bercy (chais et bureaux), ni celui de l'espace vert remarquable que constitue déjà tel quel le domaine, et qu'il serait, après aménagement, ni les désiderata en logements et équipements collectifs des populations riveraines. Celles-ci n'ont jamais été consultées.

Les projets

On a décidé en leur nom simplement. Pour l'instant, — car d'inquiétants points d'interrogation subsistent sur les intentions chiraquiennes concernant l'ensemble des 40 hectares — il s'agit de la construction d'un « centre omnisports » de grand prestige, entièrement conçu selon la conception du sport-spectacle le plus soporifique, sur 4,5 hectares dans le « Grand Bercy » (partie au sud de la rue de Dijon). Quatre autres hectares seront impartis à « des installations annexes » comprenant notamment de spacieux locaux pour les bureaucrates des fédérations sportives et dont la réalisation serait confiée à des concessionnaires privés. Le remodelage des rues de Pommard et Bercy, voté récemment au Conseil de Paris, suggère la volonté de Chirac de démanteler l'enceinte de Bercy en tant que telle (plus de grilles) et de dévorer tout le « Grand Bercy », avec les juteuses spéculations sur le terrain que cela lui permettrait à lui et à ses amis promoteurs.

La misère des vieux, ça n'existe plus ?
Vieille femme ramassant des déchets sur le marché d'Aligre dans le 12e arrondissement, pas loin des entrepôts de Bercy.
(Photo Frédéric Lachaise)

Les oppositions du «Collectif Bercy»

Suite à quelques articles de la grande presse pas très favorables à ses grandioses projets (*Le Monde* du 12 septembre surtout), Doublet, entouré de la claque agressive de certaines associations sportives, a convoqué les opposants du « Collectif Bercy » à l'Hôtel-de-Ville pour décourager la résistance : le nouveau Vel d'Hiv se fera, on est encore bien gentils de vous présenter les seize projets-variantes de l'opération. Mais le Collectif et surtout, en son sein, l'association « Demain, Bercy », ne veulent pas humer les sauces auxquelles la mairie veut les manger. En commission extra-municipale, le 19 septembre, treize associations parisiennes sur 15 ont refusé le vote et quitté la séance, ce qui a eu un certain retentissement.

Cependant, les seize projets doivent être départagés le 15 octobre par Chirac et un « comité des sages » (avec Guy Drut, Mosconi et Jazy, entre autres), dont la décision sera entérinée le 22 par un débat au conseil de Paris.

Et depuis le 20 août, les bulldozers ont commencé à démolir dans Bercy : les bâtiments de Joninon-Saillard y sont déjà passés, non sans que le groupe Grasset, dont ce négoce fait partie, n'ait trouvé un subterfuge pour licencier quatre travailleurs tout en ayant touché des indemnités de maintien de l'emploi.

Et les travailleurs de Bercy

Sauf quelques grosses affaires comme Gévéor-SVF (ceux qui fabriquent du vin avec de la potasse, vous savez...), l'organisation syndicale est faible à Bercy, atomisés que sont les travailleurs sur 140 entreprises, avec un effectif fréquent de 3 a 4 par boite. Les petits négociants eux-mêmes sont à la merci de Dugat, manitou du groupe Julien Damoy, au sein du Syndicat viticole. La première grève depuis longtemps à Bercy a toutefois eu lieu récemment chez Bonal et Meynial.

Mais la lutte sera dure, d'autant qu'elle devra sans doute

Leur « force » : celle du bulldozer et du tiroir-caisse.

associer des boites hors-périmètre, ainsi Gasquet, R. de Reuilly (filtres à vins), qui vient d'annoncer 50 licenciements.

On estime d'ailleurs qu'en 10 ans, avec les concentrations du meuble dans le faubourg St-Antoine et la « rénovation » de l'îlot St-Éloi, le 12e arrondissement a perdu 12 000 emplois.

Lutter efficacement

Pour faire face, « Demain Bercy » et le « Collectif » se rendent maintenant compte que les pétitions, l'information et les questionnaires de consultation des habitants du coin ne suffiront pas à arrêter la main de Chirac ; nombre de gens étant encore dupés par la démagogie faite sur l'intérêt des équipements sportifs, ou trompés par les responsables parisiens et locaux du PCF qui soutiennent la mairie en lui reprochant simplement de ne pas avoir « vu assez grand » (!!!) et en la chicanant simplement sur des questions de répartition budgétaire.

A la base, cependant, il y a des militants du PCF qui font publiquement connaitre leur désaccord lorsque J.J. Rosa, représentant PCF au conseil de Paris, réclame un *« complexe olympique de dimension ambitieusement européenne »*, ou lorsque Ramon, responsable CGT du 12e, se met sur la touche du « Collectif » en invoquant que le Vel'd'Hiv' serait une bonne chose et qu'on verrait bien après la tournure prise par l'aménagement des 36 autres hectares. Alors que l'évidente tactique de Doublet est de parler haut et fort du seul centre sportif pour pouvoir faire passer discrètement dans la foulée, en imposant le fait accompli, des tranches d'aménagement en fait bel et bien déjà prévues et qui feront certainement contre elles une plus grande unanimité. Mais sera-t-il encore temps pour lutter efficacement, alors ? Et que restera-t-il des 2 000 emplois ?

« Demain Bercy » s'efforce donc maintenant d'impulser une réelle mobilisation sur le mot d'ordre :

Non aux travaux tant qu'il ne sera pas publié de plan d'ensemble précis intégrant les revendications des habitants du 12e sur :

- *Le maintien de l'emploi ;*
- *Le logement ;*
- *Les équipement collectifs vraiment nécessaires localement.*

Le « Collectif Bercy » tient une permanence tous les mardis à 20 h 30 à la librairie *1984*, 22, boulevard de Reuilly. A noter aussi : fête à Bercy le samedi 27 octobre, à l'appel du « Collectif », soutenu entre autres par les Amis de la Terre de Paris.

Frédéric LACHAISE